



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et
interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le **17 NOV. 2025**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LINDE France s.a.

rue du Chemin Bas
ZAE du Confluent
77130 Montereau-Fault-Yonne

Références : E/25- 2644
Code AIOT : 0006501905

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2025 dans l'établissement LINDE France s.a. implanté ZAE du Confluent 77130 Montereau-Fault-Yonne. L'inspection a été annoncée le 16/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LINDE France s.a.
- ZAE du Confluent 77130 Montereau-Fault-Yonne
- Code AIOT : 0006501905
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société LINDE FRANCE SA est spécialisée dans la production, le conditionnement et le stockage

de gaz utilisés à des fins industrielles.

Les activités du site de Montereau-Fault-Yonne sont les suivantes :

- séparation des gaz de l'air afin de produire de l'oxygène liquide, de l'azote liquide et de l'argon liquide,
- stockage dans des réservoirs de ces gaz liquéfiés.

La séparation des gaz de l'air est réalisée dans l'unité « ASU » (Air Separation Unit), selon les principales étapes suivantes :

- aspiration et filtration de l'air,
- compression et refroidissement de l'air,
- purification de l'air avec élimination du dioxyde de carbone, de la vapeur d'eau et des traces d'hydrocarbures,
- séparation et liquéfaction de l'oxygène, de l'azote et de l'argon dans des colonnes de distillation et de purification,
- transfert des gaz liquéfiés vers les différents stockages.

Toutes ces étapes sont réalisées simultanément, en continu, 24h / 24 et 7 j / 7.

L'exploitant fournit les gaz fabriqués sous forme liquide à ses clients, le transport étant assuré par camion.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec ;
 - ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	3 mois
9	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
2	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
3	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
5	Modalités de maintien de la surveillance si	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	coupure d'électricité (3.c)		
6	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
7	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Sans objet
8	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La réglementation actuelle n'impose pas la mise en place d'un dispositif systématique permettant d'assurer le secours des utilités, en fonction des redondances de mesures de maîtrise des risques (MMR) ou autres modalités possibles de mise en sécurité. Le retour d'expérience post-Lubrizol a mis en lumière la nécessité de s'interroger sur les doctrines actuelles en matière d'anticipation des pertes d'utilités.

Ainsi, l'inspection a pour objectif de vérifier à quel point les exploitants ont anticipé la perte d'utilités dans leur process.

L'exploitant a identifié les utilités nécessaires au fonctionnement et au secours de son installation. Il a mis en place un système d'onduleurs et de groupes électrogènes permettant le maintien de son instrumentation, le temps de faire un bilan sur son installation et peut maintenir les groupes électrogènes pendant plusieurs jours. En outre, en cas de perte d'utilité électrique, la production se met à l'arrêt et les cuves de stockage sont isolées de la production afin de permettre la continuité de la distribution de ses produits indépendamment de tout arrêt de production.

Le site fonctionnant essentiellement sous la conduite et la surveillance d'un centre déporté (ROC à Porcheville (78)), plusieurs procédures s'appliquent à ce centre déporté mais ne sont pas connues et n'ont pas été présentées en inspection sur le site de Montereau-Fault-Yonne. Des compléments ont été apportés post inspection. Les mises à jour documentaires sont à améliorer, l'exploitant définissant des dates de révision de ses documents qu'il ne respecte pas.

Le fonctionnement en cas de perte d'utilité électrique est régulièrement testé, tous les ans, car les coupures de réseau RTE liées aux maintenances du site voisin de la SAM donnent lieu à des coupures pendant lesquels l'exploitant fonctionne sur le même schéma qu'une perte involontaire de réseau électrique.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]
Constats : L'exploitant dispose de plusieurs sources d'alimentation électrique pour son site. En fonctionnement normal, le site est relié au réseau électrique RTE. En cas de panne du réseau électrique, le site est mis à l'arrêt automatiquement. Cette mise à l'arrêt concerne l'arrêt de production de liquide et l'isolement des réservoirs de stockage qui restent non vidangés. L'ensemble des équipements est alors en position de sécurité. Le site est équipé d'un système d'onduleurs sur batteries permettant de mettre l'ensemble du site à l'arrêt en sécurité en cas de perte du réseau RTE et d'alimenter les postes opérateurs, les analyseurs et les interfaces au poste de chargement. L'autonomie de fonctionnement sous onduleur seul est de une heure. A noter que celui-ci est actuellement en panne mais le site dispose d'un groupe de location en attendant le remplacement du onduleur défaillant pour l'arrêt de décembre. Le site est équipé d'un groupe électrogène qui démarre soit automatiquement sur coupure du réseau électrique, soit sur action manuel de l'exploitant. L'électricité permet de fournir en énergie les systèmes de mesure, les postes opérateur, les éclairages, l'onduleur, les postes de chargement. Le groupe électrogène dispose d'une autonomie de 500 L soit 6 h sans remplissage (2 m ³ /jour) mais l'exploitant dispose également d'une cuve 60 m ³ . Le jour de l'inspection celle-ci contenait encore 10 m ³ donc une autonomie de 5 jours. Ce chiffre ne prend probablement pas en compte l'éventuel chauffage du site. Quant aux accessoires de sécurité comme les vannes d'isolement, ceux-ci sont à sécurité positive (état fermé en l'absence d'alimentation électrique). En plus des utilités électriques, l'exploitant a également identifié comme utilités : <ul style="list-style-type: none">• l'azote gaz (pour l'instrumentation) ;• l'air (pour l'instrumentation) ;• le fioul (pour les groupes électrogènes mais qui est également utilisé pour la chaufferie) ;• l'eau de refroidissement et l'eau chaude 70°.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...] Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la procédure mise en place pour la stratégie en cas de perte d'utilité électrique en particulier dans les cas de : <ul style="list-style-type: none">- perte du réseau RTE ;- perte du réseau RTE et du groupe électrogène ;- perte du réseau RTE, du groupe électrogène et du système d'onduleurs. Cependant il dispose d'une "procédure de mise à l'arrêt de l'ASU". Cette procédure est utilisée d'après l'exploitant quelle que soit la cause d'arrêt. Le site est également piloté à distance par un centre opérationnel déporté (ROC) basé à Porcheville (78). Le ROC comporte 12 opérateurs qui assurent une surveillance continue de l'installation. En cas de nécessité, la mise en sécurité de l'installation se fait soit automatiquement (sur détections instrumentées) ou par action du personnel de surveillance du ROC. Quel que soit le scénario, en cas de perte d'utilité électrique, la production est mise à l'arrêt par l'automate de sécurité et les vannes d'isolement coupent les alimentations d'entrée. À noter que le site dispose d'une réserve d'azote, d'argon et d'oxygène liquide grâce à ses cuves de grand volume. La charge des camions de livraison reste possible sur un seul poste de chargement tant que le groupe électrogène fonctionne. En heure ouvrée, du personnel est toujours présent sur site et hors heure ouvrée, une astreinte technique est en place. Celui-ci peut contacter RTE et la SAM (site voisin dont LINDE dépend pour les réseaux électriques et eau). En cas de besoin, le site est également en contact avec le personnel de surveillance du ROC .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité : Procédure pour la mise en sécurité
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 [...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]
Constats : En cas de perte du réseau électrique, le groupe électrogène d'autonomie 6 h sans recharge alimente les postes de chargement, le onduleur, les éclairages ainsi que les vannes permettant de mettre en sécurité le reste du site. L'onduleur d'autonomie 1 h, sans secours du groupe électrogène, permet de mettre l'ensemble du site à l'arrêt en sécurité en cas de perte du réseau RTE et d'alimenter les postes opérateurs, les analyseurs (dont certains sont MMR) et les interfaces au poste de chargement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité : Mise en œuvre de la stratégie de mise en sécurité
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité. Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné. L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : -les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification

ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

-les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;

-l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;

-les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;

-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

-l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;

-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;

-les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;

-les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;

-les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;

-la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;

-l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;

-l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »

Constats :

Comme décrit précédemment, les actions engagées en cas de perte de réseau RTE électrique pour la mise en sécurité sont liées à l'arrêt de la production, ces derniers équipements étant isolés des cuves de stockage par des vannes à sécurité positive. L'isolement est donc instantané.

La bascule de l'instrumentation de sécurité du réseau vers le groupe électrogène se fait automatiquement.

Les actions de mise en sécurité n'ont pas été testées lors des exercices POI récents mais les alimentations électriques (onduleurs, groupe électrogène, alimentations RTE,...) font l'objet de maintenance et sont testées individuellement périodiquement.

De plus le fonctionnement du site sur groupe électrogène est régulièrement testé en condition réelle lors des arrêts conjoints et planifiés des réseaux RTE (en particulier lors de la période de maintenance de la SAM dont Linde dépend d'un point de vue réseau électrique).

En effet des coupures de maintenance du réseau RTE obligent l'exploitant à fonctionner pendant des durées de 48H ou plus avec ses groupes électrogènes pour maintenir la surveillance de son installation.

Des tests de performances sont également réalisés (durée de fonctionnement des onduleurs par exemple) d'après l'exploitant. L'onduleur étant en panne actuellement et remplacé par un groupe de location temporaire, aucun test de performance récent n'a été transmis.

L'exploitant dit avoir également testé un approvisionnement en fioul d'urgence (pour son groupe électrogène) et prévoit une livraison sous 48 h par son fournisseur. Le fioul est considéré comme une utilité par l'exploitant.

Il n'a pas défini de volume minimal de fioul au-delà duquel il doit passer commande ni de ronde périodique pour suivre le niveau des réserves de fioul. Il ne peut donc pas garantir un fonctionnement de plus de 6 heures de ses groupes électrogènes dans le cas où ses réservoirs seraient vides. Le jour de l'inspection les réserves de fioul étaient cependant suffisantes pour environ 5 jours de fonctionnement:

En séance, l'exploitant n'a pas pu prouver qu'il a établi des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Cependant les échanges pré-inspection démontraient qu'il existe une stratégie définie que ce soit pour la maintenance ou l'exploitation.

Post inspection l'exploitant a fourni :

- La consigne dont les éléments présentés en séance ont été tirés (consigne locale "COUPURE ELECTRIQUE - PERTE 20kV"),
- Le Mode Opérateur FR-MO-0642 d'arrêt présenté lors de la visite, qui détaille un arrêt avec la séparation du réseau RTE
- La procédure FR-COM-MO-0246, qui détaille le rôle et les responsabilités des opérateurs du ROC dans la conduite des ASU (Air Separation Unit).

La consigne décrit les actions en local en cas de perte du réseau pour une durée courte ou supérieure à 2h et la procédure décrit bien les responsabilités des opérateurs du ROC en cas de dysfonctionnement.

Les périodicités des contrôles périodiques des équipements sont intégrées au logiciel de GMAO de l'exploitant. Des maintenances peuvent s'ajouter ou anticiper ces contrôles en fonction des suivis à distance des données reçues par le ROC.

La consigne n'est pas datée et ne dispose pas d'identification de version ni d'indication sur le processus d'approbation. La procédure et le mode opératoire ont dépassé leurs dates de révision. L'exploitant veillera à mettre à jour ses documents en respectant les dates de révision (mai 2023 pour le mode opératoire) ou définir des dates de révision qu'il est en capacité de suivre.

Enfin le site dispose d'un POI (version 13) pour l'organisation en cas de sinistre. Un grand nombre de contacts a été identifié, que ce soit pour l'administration, les secours ou pour les sites voisins. Les contacts du standard de la DRIEAT sont corrects mais pas ceux de la cheffe de la cellule risque. L'exploitant veillera également à la mise à jour périodique des correspondants en cas d'urgence.

De plus les numéros à appeler impérativement sont identifiés en rouge avec un astérisque dans le POI. La DRIEAT n'est, à tort, pas identifiée comme un contact impératif.

Suite 20251023-1 : L'exploitant veillera à la mise à jour de ses documents et en particulier au respect des périodicités des révisions de ces derniers. Il veillera également à mentionner les

obligations d'information de la DRIEAT et mettra à jour les correspondants.
Suite 20251023-2 : L'exploitant n'a pas explicitement défini de volume minimal de fioul ni la modalité de suivi de contrôle de ces volumes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité : Modalités de maintien de la mise en sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 64 « Equipements à l'arrêt.</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »</p>
<p>Constats :</p> <p>En cas de perte du réseau électrique, l'instrumentation de secours (incluant les mesures de maîtrise des risques instrumentées) est alimentée par l'onduleur, lui-même alimenté, si nécessaire, par un groupe électrogène.</p> <p>La production étant mise à l'arrêt, les cuves d'argon, d'azote et d'oxygène liquides ne sont plus remplies. La détection de niveau est maintenue grâce au groupe électrogène.</p> <p>En cas de perte du groupe électrogène et passé le délai d'autonomie de 1 heure des onduleurs, l'automate de sécurité n'est plus disponible. Néanmoins, les mesures de maîtrise des risques non instrumentées telles que les soupapes ou clapets anti-retours demeurent opérationnelles.</p> <p>Dans ce cas, aucune opération n'est plus possible sur le site y compris et en particulier le</p>

remplissage des camions de livraison.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010
Art. 56 « Utilités.

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »

Constats :

Les dispositifs de secours en cas de perte de réseau électrique ont été décrits dans les constats précédents.

Pendant la visite du site, l'inspecteur s'est déplacé dans le local électrique où se trouvent les onduleurs et le local du groupe électrogène. La présence de ces deux systèmes de secours a pu être vérifiée. Les réserves de fioul pour le groupe électrogène étaient de 10 m³ environ.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7

Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique : dimensionnement

Prescription contrôlée :

Arrêté du 26/05/2014

Art. 7 « Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. »

Constats :

L'exploitation se met en arrêt de production en cas de perte d'alimentation électrique et les vannes d'isolement prévues se ferment.

Par ailleurs, l'autonomie et la consommation des systèmes d'alimentation électrique ont pu être testées en conditions réelles lors d'arrêts planifiés du réseau RTE en particulier lors des arrêts de la SAM.

Pour les onduleurs, l'autonomie est testée annuellement et fait l'objet d'un rapport de contrôle qui seront à fournir à l'inspection.

Le groupe électrogène est alimenté par une cuve de fioul dédiée d'une capacité de 60 m³.

Le volume disponible n'est pas contrôlé périodiquement et le volume de commande de fioul n'est pas défini.

L'exploitant a précisé que lors des arrêts programmés du réseau RTE, une consommation d'environ 2 m³ par jour était observée (estimation exploitant).

La contenance le jour de l'inspection de 10 m³ permet le fonctionnement du groupe électrogène pendant environ 5 jours sans remplissage.

Par ailleurs, l'exploitant peut également mettre en place une stratégie d'approvisionnement pour remplir la cuve de fioul durant l'arrêt électrique et donc permettre une plus grande autonomie du groupe électrogène. Le fournisseur peut en règle général fournir du combustible sous 48 H.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52

Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 52 « Maîtrise des procédés.

Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »

Constats :

Seuls les modes opératoires de démarrage et arrêt de l'ASU ont été présentés en séance.

Les actions de maintenance sont tracées et partagées numériquement avec le ROC. Aucune procédure n'a pu être présentée formalisant les périodicités ou actions de maintenance minimales à réaliser.

L'exploitant a expliqué que les tâches à réaliser apparaissaient dans un calendrier partagé. Tous les 15 jours les tâches sont redéfinies. Le centre de conduite du ROC est à l'origine de cette planification des tâches.

En plus de la maintenance réalisée par son propre personnel, les onduleurs et le groupe électrogène font l'objet de contrats de maintenance avec des prestataires externes. Les rapports de maintenance doivent être transmis à l'Inspection.

A titre indicatif l'exploitant a indiqué une maintenance tous les 1 ans sur les générateurs électriques et onduleurs.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Plan d'action (6)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en conformité

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art 56 « Utilités.

[...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026 »

Constats :

L'exploitant n'a pas pu répondre en séance à cette demande et devra vérifier si un plan d'action pour mettre son installation en conformité avec les dispositions de l'article 56 de l'AM du 4/10/2010 a été engagé ou non.

Suite 20251023-3 : L'exploitant confirmera si un plan d'action pour mettre son installation en conformité avec les dispositions de l'article 56 de l'AM du 4/10/2010 a été engagé ou si l'installation n'est pas concernée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois